



E/ECA/COE/36/2
AU/STC/FMEPI/EXP/2(III)*
Distr. générale
9 mars 2017

Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Afrique
Comité d'experts
Trente-sixième réunion

Union africaine
Comité d'experts
Troisième réunion

**Dixième Réunion annuelle conjointe du Comité technique
spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les
affaires monétaires, la planification économique et
l'intégration et de la Conférence des ministres africains
des finances, de la planification et du développement
économique de la Commission économique pour
l'Afrique**

Réunion des Comités d'experts
Dakar, 23-25 mars 2017

Point 7 de l'ordre du jour provisoire**

Questions statutaires de la Commission économique pour l'Afrique

Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale récente en Afrique

I. Introduction

1. En 2016, la croissance économique en Afrique a brutalement chuté à 1,7 %, soit moins que la moyenne des pays en développement, qui est de 3,8 %. La chute s'explique essentiellement par les résultats des six premières économies du continent et masque la croissance remarquable, d'au moins 3 %, réalisée par 32 pays au cours de l'année. La croissance positive qui s'est ensuivie a été généralement soutenue par la consommation et l'investissement privés (dans l'infrastructure, dans plusieurs pays), rendus possibles par l'amélioration du climat des affaires et de l'investissement un peu partout.

2. Les cours des matières premières ont commencé à se dresser depuis le début de 2016, après avoir chuté les deux années précédentes, mais restent inférieurs au niveau atteint en 2014. Cela étant, dans tous les groupes économiques (pays exportateurs de pétrole, pays importateurs de pétrole et pays riches en minerais) la croissance s'est ralentie et a été respectivement de 0,8 %, 2,5 % et 2,2 %. Ce ralentissement a produit des résultats inégaux entre les régions, l'Afrique de l'Est enregistrant la croissance la plus forte.

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

** E/ECA/COE/36/1-AU/STC/FMEPI/EXP/1(III)

3. Au niveau social, les pauvres en Afrique vivent bien en dessous du seuil d'extrême pauvreté, comparés à ceux d'autres régions, et leur consommation moyenne est d'environ 60 % du seuil international de pauvreté. En dépit de nombreux acquis, les inégalités demeurent l'un des principaux défis de développement auxquels l'Afrique est confrontée. Elles sont, en moyenne, d'un niveau élevé à l'intérieur des pays et entravent l'effet de la croissance sur la réduction de la pauvreté. Si des progrès importants ont été réalisés en ce qui concerne le genre, ils ont été inégaux tant entre les pays qu'entre les sous-régions, et les inégalités de genre demeurent un grand défi de développement en Afrique.

4. Les perspectives à moyen terme du continent demeurent positives, sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure et de l'investissement (notamment dans l'infrastructure), du dynamisme du secteur des services, du redressement des cours des matières premières et de la priorité accordée par les pays exportateurs de pétrole aux secteurs non pétroliers. Cependant, les risques de baisse demeurent. La lente reprise de l'économie mondiale, les conséquences de la décision du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de quitter l'Union européenne (le « Brexit ») sur l'Union européenne et d'autres grandes économies, l'incertitude liée à l'orientation politique de la nouvelle administration des États-Unis, le ralentissement économique continu de la Chine et les risques politiques et sécuritaires liés au climat continuent de poser des défis aux pays africains. Les perspectives de croissance à long terme de l'Afrique demeurent néanmoins encourageantes, leurs fondements étant toujours relativement solides.

II. L'évolution de l'économie mondiale et ses répercussions pour l'Afrique

5. La croissance économique mondiale a légèrement fléchi, passant de 2,5 % en 2015 à 2,3 % en 2016 (figure 1), ce qui dénote une faible croissance de la formation brute de capital fixe (investissement) et de la consommation finale des ménages. Les perspectives de croissance restent modestes à cause de la faiblesse persistante des fondamentaux, principalement dans les marchés émergents et les pays en développement, en raison essentiellement des cours des produits de base hors métaux, de la baisse de l'investissement, de la contraction du commerce, du recul de la demande et de la hausse de l'inflation. Les perspectives à moyen terme semblent légèrement plus positives, puisque la croissance devrait atteindre 2,7 % en 2017, sous l'effet d'une meilleure performance des pays émergents et des pays avancés. Cette baisse à l'échelle mondiale a eu d'importantes répercussions pour le commerce et l'investissement en Afrique.

6. Dans les pays développés, la croissance a reculé, passant de 1,9 % en 2015 à 1,8 % en 2016 et devrait se situer autour de 1,9 % en 2017, car elle a été faible et fragile dans de nombreuses économies avancées. Dans la zone euro, la reprise se poursuit, la croissance atteignant 1,9 % en 2016, en dépit des effets du Brexit. Aux États-Unis, elle est passée de 2,4 % 2015 à 2,2 % en 2016 en raison du recul du secteur énergétique et du secteur manufacturier dans un contexte marqué par des prix du pétrole en baisse, des taux de change relativement élevés et un affaiblissement des échanges, autant d'éléments qui ont freiné la croissance dans les pays développés. Au Japon, elle reste figée à 0,5 % en 2016 en raison d'une faible consommation privée et d'une baisse de ses partenaires commerciaux asiatiques.

7. Les économies en transition ont enregistré un recul de 1,2 % 2016, après une baisse de 2,8 % en 2015, de nombreux pays exportateurs de matières premières ayant été frappés par la chute des prix, les incertitudes politiques et un environnement international délicat. La Fédération de Russie a affiché une

croissance négative de 1,9 % en 2016, aggravée par les coupes budgétaires et la faiblesse de la consommation et de l'investissement des ménages, et exacerbée par les sanctions internationales. Par contraste, les pays de l'Europe du Sud-Est ont profité d'une croissance positive de 1,9 % en 2016, grâce au faible prix de l'énergie et à l'amélioration des conditions économiques dans la zone euro. Le recul de l'investissement privé en Chine a contribué largement à la baisse du produit intérieur brut (PIB) du pays, qui devrait croître d'environ 6,6 % en 2016, soit légèrement moins que l'année précédente.

8. La situation de l'emploi au niveau mondial demeure morose. Le chômage a reculé, passant de 6 % en 2013 à 5,9 % en 2014 (BIT, 2016). Au niveau mondial, il est resté constant à 5,8 % en 2016, le marché du travail s'étant amélioré dans les économies avancées, alors que plusieurs pays émergents comme le Brésil, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud, avaient beaucoup de difficultés (BIT, 2016). En 2017, il devrait baisser légèrement à 5,7 %, même si le nombre absolu de chômeurs dépasserait les 200 millions d'individus.

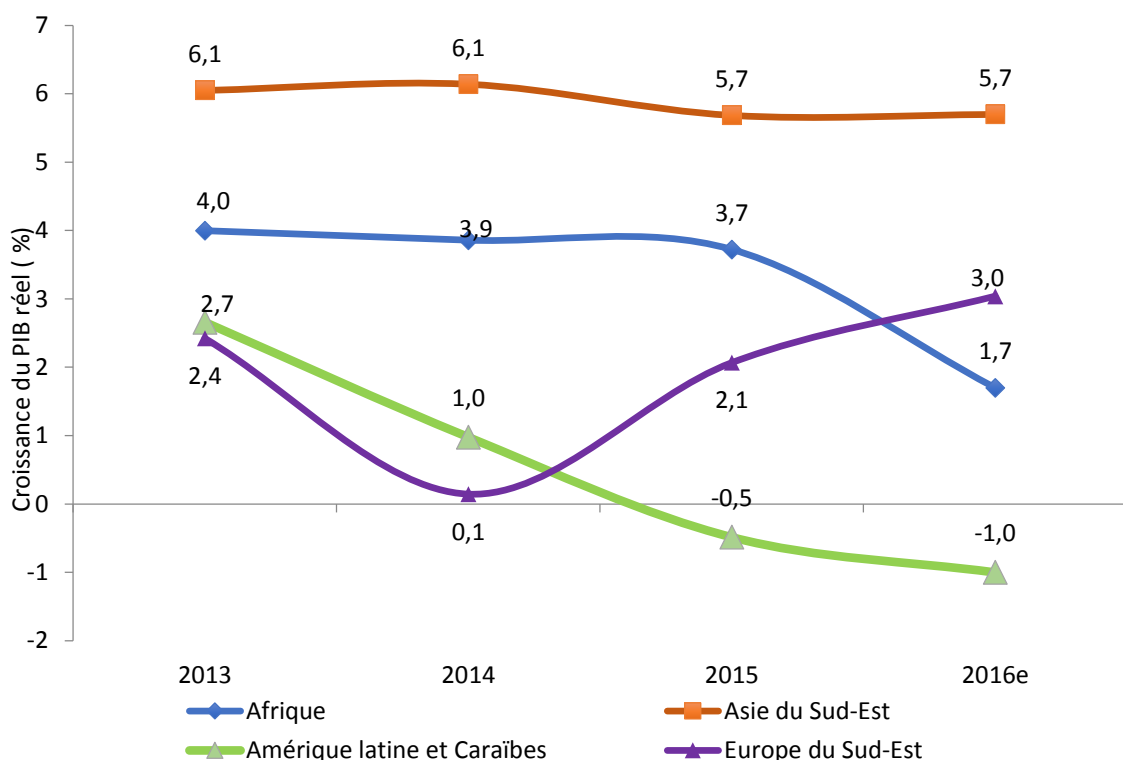
9. Au niveau mondial, les pressions inflationnistes ont été modérées en 2016, estimées à 0,7 % dans les économies avancées et à 4,5 % dans les pays émergents et en développement, contre, respectivement, 0,3 % et 4,7 % en 2015. Cette situation a également entraîné des orientations divergentes de la politique monétaire, beaucoup de grandes économies ayant maintenu ou renforcé des mesures accommodantes, alors que plusieurs pays en développement étaient contraints de durcir leur politique monétaire pour tenter de juguler une inflation en hausse. Le taux d'inflation global des pays développés est passé de 0,1 % en 2015 à 0,7 % en 2016 et devrait se situer à 1,4 % en 2017 en raison du redressement des prix économiques et du renforcement de l'activité économique. Aux États-Unis, l'inflation a augmenté modérément pour se situer à 1,2 % en 2016, après une hausse infime de 0,1 % en 2015, sous l'effet d'un dollar fort et de prix de l'énergie et des denrées alimentaires en baisse. Dans la zone euro, les faibles prix des produits de base et la politique d'assouplissement monétaire ont entraîné l'inflation dans le sens opposé, si bien qu'il n'a évolué que de 0,3 % en 2016. Dans les pays en développement et les pays émergents, les pressions inflationnistes se sont atténuées, passant de 4,7 % en 2015 à 4,5 % en 2016. Néanmoins, de nombreux pays exportateurs de pétrole ont subi de fortes pressions inflationnistes lorsqu'ils ont déprécié leur monnaie pour faire face aux chocs des prix (DAES, 2016).

10. Les perspectives à moyen terme, même si elles sont optimistes, restent sujettes à d'importants risques de ralentissement, et paraissent sombres dans la majorité des pays avancés. Dans ces pays, la faible demande globale, les inégalités croissantes et une population vieillissante sont sources d'inquiétude quant au potentiel de croissance à moyen terme. Des termes de l'échange constamment défavorables révèlent les vulnérabilités structurelles de plusieurs économies émergentes et en développement exportatrices de produits de base, qui ont été accentuées par les politiques monétaires divergentes des pays avancés. Les austérités monétaires de nombreux pays en développement et émergents, ne disposant que d'une marge de manœuvre budgétaire limitée, s'efforcent de concilier les problèmes de croissance avec la gestion de l'inflation, des comptes financiers et de la confiance des entreprises. Par ailleurs, le faible potentiel de croissance à moyen terme des partenaires commerciaux du continent restreint ses propres perspectives de croissance économique. Toutes choses étant égales par ailleurs, les effets d'entraînement sur les économies africaines pourraient inclure une demande plus faible de ses exportations et un attrait moindre pour l'investissement, ainsi qu'une hausse des paiements d'intérêts, les marchés financiers mondiaux devenant plus étroits et de plus en plus fébriles (FMI, 2016a, 2016c).

III. Performance et perspectives économiques de l'Afrique

11. Le taux de croissance de l'Afrique a baissé, passant de 3,7 % en 2015 à 1,7 % en 2016, en raison d'une situation économique mondiale fragile, de la faiblesse persistante des prix du pétrole et de conditions climatiques défavorables (figure 1). Il ne dépasse, parmi les régions en développement, que celui de la région Amérique latine et Caraïbes, qui a reculé de 0,5 % en 2016.

Figure 1
Croissance économique en Afrique et dans les pays émergents et en développement, 2013-2016



Source: Calculs de la CEA à partir de chiffres du DAES de l'ONU (2016) et de l'EIU (2016)

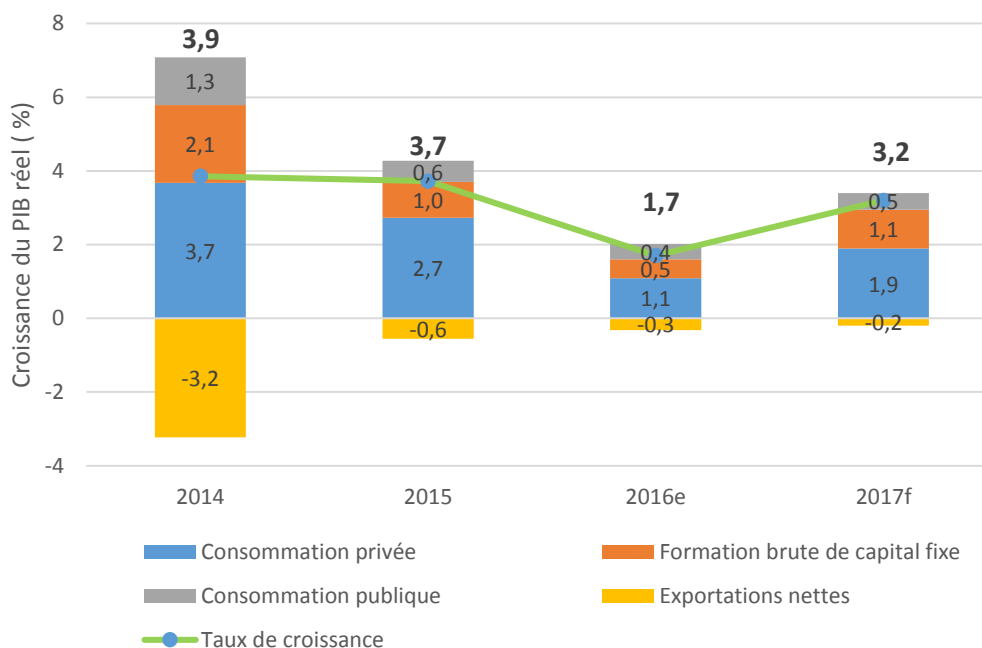
Note : e = estimations

A. La consommation et l'investissement privés sont les principaux moteurs de la croissance

12. La croissance économique positive de l'Afrique a été largement soutenue par la consommation privée et publique, mais aussi par l'investissement. La consommation publique a légèrement baissé, de 0,2 point de pourcentage, passant de 0,6 % en 2015 à 0,4 % en 2016 (figure 2). De même, la formation brute de capital fixe a reculé d'environ 0,5 point de pourcentage, passant de 1 % à 0,5 % (principalement à cause des faibles prix du pétrole, du ralentissement de la demande mondiale en particulier en Chine, de la persistance des pressions exercées sur les monnaies et des restrictions à l'importation). La contribution nette des exportations à la croissance du PIB est passée de 0,6 % en 2015 à -0,3 % en 2016, en raison de la baisse des recettes d'exportation consécutive aux

faibles cours des matières premières et à une demande atone. La contribution de la consommation privée a également reculé, de 2,7 % en 2015 à 1,0 % 2016, sous l'effet d'une production agricole moindre, suite à des conditions climatiques défavorables, à la hausse de l'inflation et à l'augmentation des taux d'intérêt, comme cela a été le cas au Nigéria et en Afrique du Sud.

Figure 2
Croissance du PIB de l'Afrique et composantes associées, 2014-2016



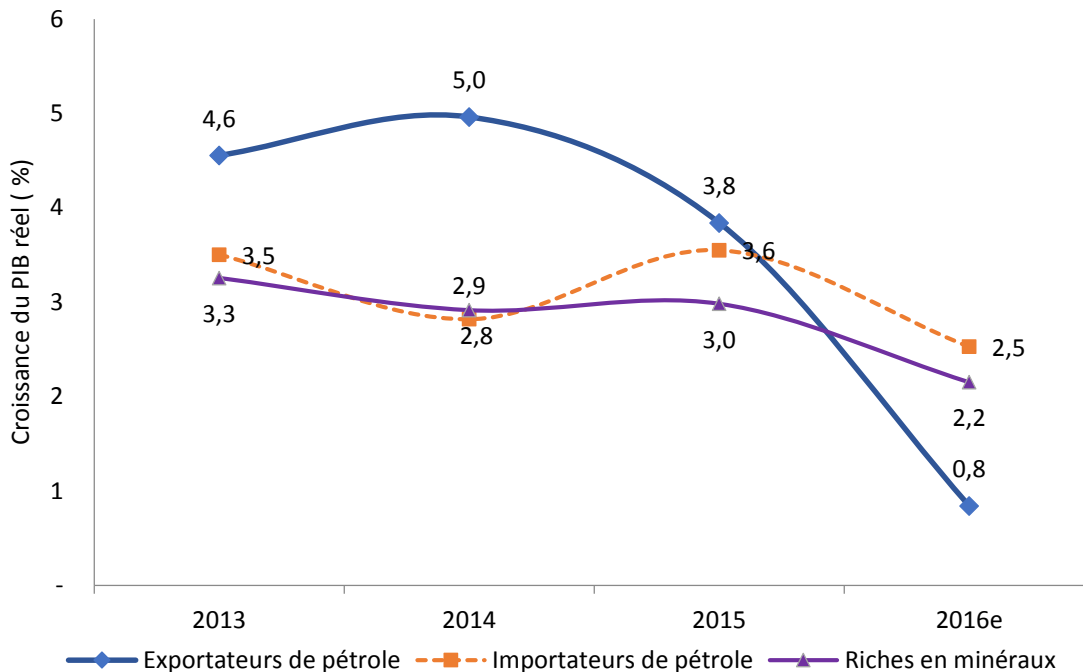
Source : Calculs de la CEA à partir de chiffres du DAES de l'ONU (2016) et de l'EIU (2016)

Note : e = estimations, f = prévisions

B. Diverses performances de croissance, entre groupes économiques et sous-régions, l'Afrique de l'Est étant en tête

13. Les prix des produits de base ont commencé à se redresser depuis début 2016, après avoir chuté les deux années précédentes, mais ils étaient encore inférieurs au niveau atteint en 2014. Malgré ce redressement, la croissance s'est ralentie dans tous les groupes économiques (pays exportateurs de pétrole, pays importateurs de pétrole et pays riches en minerais), se situant respectivement à 0,8 %, 2,5 % et 2,2 % en 2016 (figure 3). La croissance des pays exportateurs de pétrole a chuté de 3,8 % en 2015 à 1 % en 2016, en partie en raison des faibles cours du pétrole observés depuis la mi-2014, en dépit de leur redressement en 2016.

Figure 3
Performance de croissance en Afrique par groupes économiques, 2013–2016



Source : Calculs de la CEA à partir de chiffres du DAES de l'ONU (2016).

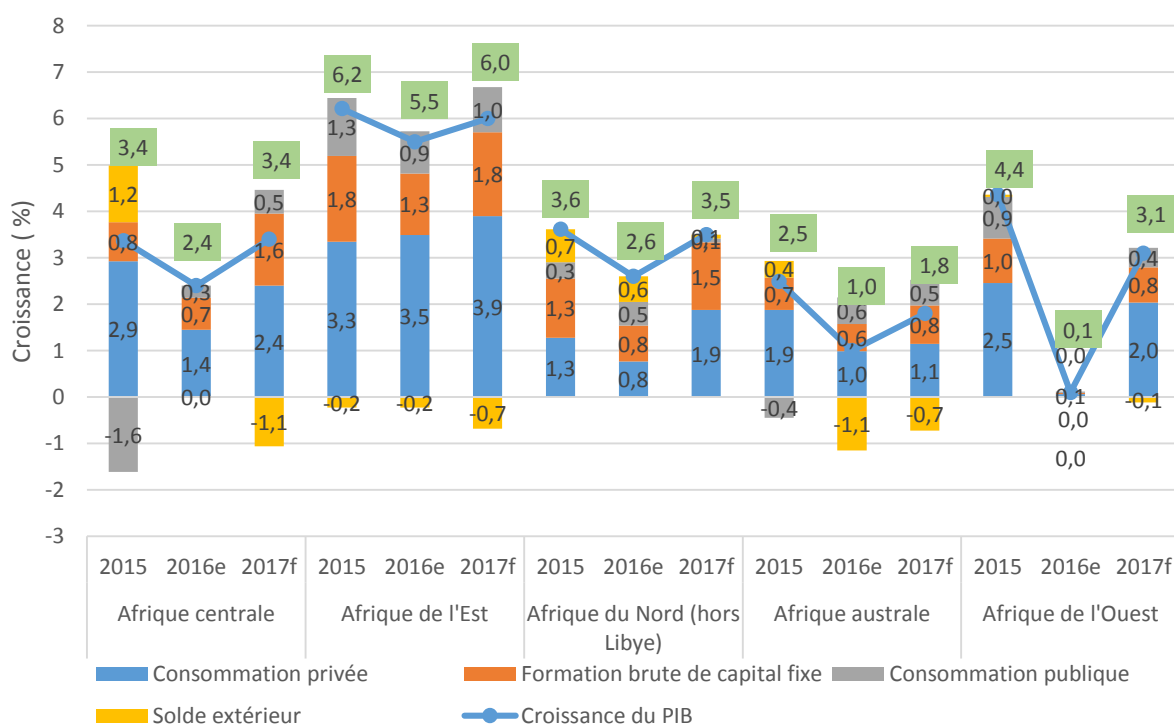
Note : e = estimations

14. Au niveau sous-régional, l'Afrique de l'Est a continué d'afficher le taux de croissance le plus élevé de la région, 5,5 % en 2016, contre 6,2 % en 2015 (voir figure 4), essentiellement grâce aux bons résultats de l'Éthiopie, du Kenya, du Rwanda et de la République-Unie de Tanzanie. L'investissement dans l'infrastructure et la consommation soutenue des ménages au Kenya ont continué de tirer la croissance dans la sous-région. Cependant, la faiblesse du secteur touristique, causée par les problèmes de sécurité, et le taux d'intérêt élevé qui a accru le coût du crédit, pourraient nuire à la croissance à moyen terme. Au Rwanda, le secteur agricole et celui des services, en pleine expansion, ont été les moteurs de la croissance, les principaux obstacles restant la baisse des prix des produits de base (thé et café) et le mauvais état des infrastructures. En République-Unie de Tanzanie, la forte demande intérieure conjuguée au dynamisme du secteur des services et de la manufacture ont été les locomotives de la croissance. En Éthiopie, elle est toujours tirée par les dépenses publiques dans l'infrastructure. La croissance en Afrique de l'Est devrait se poursuivre et rester supérieure à celle des autres sous-régions au cours de la période 2017-2018, sous l'effet des bonnes performances de pays comme le Kenya, Rwanda et la République-Unie de Tanzanie, de la baisse des prix du pétrole et de l'accroissement des investissements publics.

15. La croissance en Afrique de l'Ouest a fortement chuté, passant de 4,4 % en 2015 à 0,1 % en 2016 (figure 4), principalement à cause de la récession économique au Nigéria - la première économie du continent - provoquée par les faibles prix du pétrole, la baisse de la production pétrolière, les pénuries d'énergie entraînant l'augmentation des tarifs, le manque de devises et la demande de consommation en berne. Au Ghana, elle s'est ralentie aussi, affichant le taux le plus faible de ces deux dernières décennies. À l'inverse, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont obtenu de meilleurs résultats au cours de la période, enregistrant, respectivement, des taux de croissance de 8 % et 6,3 %. Au Sénégal, l'accroissement des investissements publics et privés, en particulier dans l'énergie, l'infrastructure, l'agriculture, les pêcheries, le

tourisme, les textiles, les technologies de l'information et les mines, a continué de soutenir la croissance économique. En Côte d'Ivoire, elle a été soutenue par l'amélioration du climat d'investissement et l'accroissement des dépenses d'infrastructure dans les secteurs des transports et de l'énergie. La croissance en Afrique de l'Ouest devrait être, selon les projections, d'environ 3 % en 2017 puis 4,2 % en 2018, tirée essentiellement par l'amélioration des résultats économiques des principales économies de la région (notamment la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria), en mettant l'accent sur la diversification des investissements dans les secteurs non pétroliers, l'accroissement des flux d'investissement grâce au régime de taux de change flottants (en particulier au Nigéria), le redressement des prix du pétrole, l'augmentation de la production pétrolière et l'amélioration des perspectives de croissance sous l'effet de meilleures conditions macroéconomiques et de l'accroissement des investissements publics.

Figure 4
La croissance en Afrique et ses composantes par sous-région, 2015-2017



Source : Calculs de la CEA à partir de chiffres du DAES de l'ONU (2016) et de l'EIU (2016).

Note : e = estimations, f = prévisions

16. En Afrique australe, le taux de croissance a fortement chuté passant de 2,5 % en 2015 à 1,0 % 2016, soit le taux le plus faible de toutes les sous-régions. Cela tient largement à la baisse des prix des produits de base, à la sécheresse, aux coupures d'électricité, au resserrement des conditions financières et à la faible confiance des entreprises et des consommateurs. En outre, le manque persistant d'électricité et la faible confiance des entreprises ont freiné l'investissement. De plus, la productivité de la main-d'œuvre connaît une tendance à la baisse depuis 2011. En particulier, la croissance a été très faible en Afrique du Sud et en Angola, et a stagné en Zambie et au Zimbabwe. Par contraste, les bons résultats de Maurice, du Mozambique et de la Namibie ont contrebalancé la baisse enregistrée par les pays de la sous-région à croissance faible. Le redressement économique en Europe et l'assouplissement récent de la politique monétaire ont favorisé la cadence de la croissance à Maurice et au Mozambique. Cependant, en 2017 et en 2019 le taux de croissance en Afrique australe devrait se situer respectivement à 1,7 % et 2,7 %, essentiellement en

raison de l'accroissement escompté de l'investissement dans les secteurs stratégiques non pétroliers comme l'électricité, la construction et la technologie, dans les grands projets d'infrastructure et les mines.

17. En Afrique du Nord, la croissance a aussi baissé, passant de 3,6 % en 2015 à 2,6 % en 2016, principalement à cause du ralentissement économique en Algérie, en Égypte et au Maroc. En Algérie, les faibles prix du pétrole ont découragé l'investissement public et la consommation privée, alors qu'en Égypte la croissance a subi le contrecoup de la crise du secteur touristique et de la baisse des recettes en devises. Au Maroc, c'est la sécheresse de 2015/2016 qui a frappé le secteur agricole et a eu des incidences sur la consommation privée ainsi que sur les dépenses publiques et les flux d'investissement direct étranger. Toutefois, en dépit des difficultés politiques persistantes de la Libye, la croissance devrait reprendre en Afrique du Nord et se situer à 3,3 % en 2017 puis à 3,5 % en 2018, grâce à l'amélioration de la stabilité politique et économique de la sous-région, au regain de confiance des entreprises (en particulier en Égypte et en Tunisie), à l'accroissement de l'aide extérieure et aux grands projets d'infrastructure.

C. Transformation structurelle et performance du marché du travail

18. La transformation structurelle de l'Afrique sur la période 2000-2014 suit un schéma dans lequel l'accroissement du PIB par habitant a été associé à une baisse de la valeur ajoutée et de l'emploi dans le secteur agricole. Ce processus a été particulièrement prononcé dans la relation entre emploi et PIB par habitant, dénotant la sortie du secteur agricole d'une forte proportion de la main-d'œuvre au cours de la période. Il a également été associé à une chute de la productivité agricole, qui est passée en moyenne de 9,9 % sur la période 2000-2008 à 4,0 % sur la période 2009-2014¹.

19. La valeur ajoutée du secteur manufacturier a progressivement augmenté parallèlement à la croissance du PIB par habitant au début des années 2000, puis a baissé par la suite, ce qui montre que les pays africains ne parviennent pas à maintenir la dynamique de croissance du secteur². Cependant, c'est le seul secteur où la productivité a augmenté, passant de 1,9 % en 2013 à 3,3 % en 2014, alors qu'elle a baissé dans le secteur agricole et celui des services, passant respectivement de 4,4 % et 0,96 % en 2013 à 2,7 % et 0,9 % en 2014. La productivité de la main-d'œuvre du secteur manufacturier atteint un taux de croissance (3,3 %) nettement supérieur à celui de la zone euro, situé à 0,9 % en 2014 (Conference Board, 2015).

20. La valeur ajoutée du secteur des services a augmenté de façon régulière au début des années 2000, parallèlement à l'accroissement du PIB par habitant, avant de baisser progressivement par la suite. La part de l'emploi dans le secteur a cependant continué de croître sur la période, ce qui pourrait étayer la thèse de la réaffectation d'une plus grande proportion de la main-d'œuvre du secteur agricole à celui des services, mais dont la productivité a été relativement plus faible (McMillan *et al.*, 2014). La productivité du secteur des services a baissé, passant en moyenne de 7,5 % sur la période 2000-2008 à 3,0 % en moyenne sur la période 2009-2014, soit le taux le plus faible des trois secteurs examinés.

21. La figure 5 montre que la productivité de la main-d'œuvre de tous les groupes de pays devrait croître en moyenne de 2,8 % en 2016, à mesure que les prix mondiaux des produits de base se redressent et que les pays investissent davantage dans les secteurs non pétroliers dans un effort de diversification économique. Les pays importateurs de pétrole et les pays exportateurs de

¹ Calculs de la CEA à partir des chiffres du BIT (2016).

² Voir le *Rapport économique sur l'Afrique*, 2017.

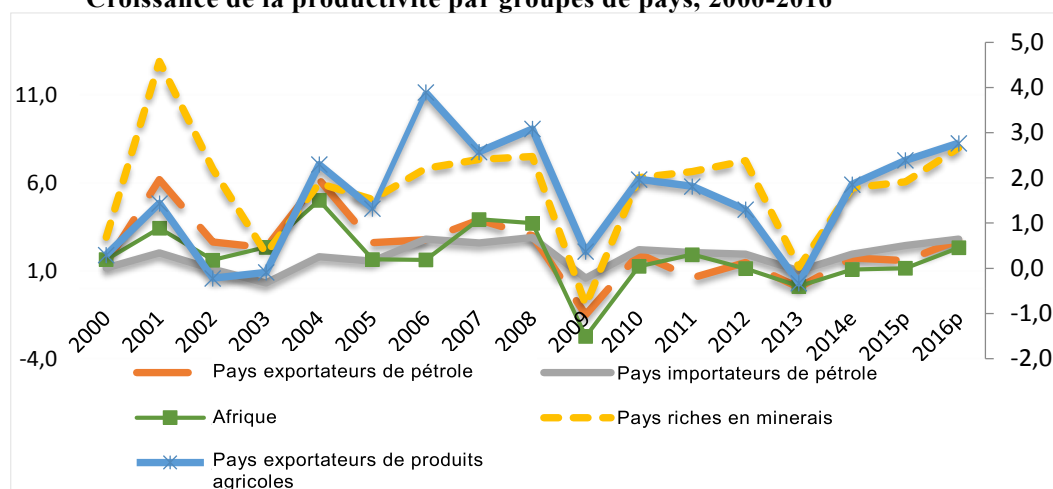
produits agricoles, affichant une croissance de 2,4 % en moyenne, devraient, selon les projections, être en tête de la croissance de la production par travailleur sur la période 2014-2016.

22. La productivité de la main-d'œuvre est l'un des éléments clés du processus dynamique de transformation structurelle des économies africaines. Celle de l'Afrique a été modérée, essentiellement en raison du manque de diversification des activités économiques. La production par travailleur a chuté, passant de 4,0 % en 2014 à 1,2 % en 2015, et devrait atteindre 2,3 % en 2016, un taux inférieur à la moyenne mondiale (2,7 %).

23. Les taux d'activité et de chômage en Afrique sont respectivement de 69,7 % et 9,2 % depuis 2014. Le taux de chômage des hommes et des femmes s'est stabilisé, respectivement, aux alentours de 8,0 % et 11,1 % depuis lors. Celui des femmes est plus élevé dans toutes les sous-régions, mais il est plus prononcé en Afrique du Nord, qui affiche les pires taux de chômage des femmes, supérieurs à 50 points de pourcentage dans la plupart des pays. Les disparités de genre dans ce domaine sont plus accentuées, surtout dans le cas des jeunes, dont le taux de chômage a été de 16,8 % en moyenne sur la période 2014-2016. En dépit du ralentissement économique en Afrique de l'Ouest, la tendance à la hausse du taux d'activité devrait se poursuivre. En Afrique australe, la population active continue de s'accroître en dépit des effets négatifs de la baisse des prix des produits de base, mais les autres régions seront caractérisées par la stabilité dans les années à venir. Il est intéressant de noter que dans certains pays en Afrique de l'Est et en Afrique australe les taux d'activité des femmes sont supérieurs à ceux des hommes, c'est notamment le cas au Burundi, au Malawi, au Mozambique et au Rwanda.

Figure 5

Croissance de la productivité par groupes de pays, 2000-2016



Les pays riches en minerais et les pays exportateurs de produits agricoles figurent sur l'axe secondaire.

Source : Calculs de la CEA à partir de chiffres du BIT (2016).

Note : e = estimations, p = prévisions estimatives

D. Stabilité du déficit budgétaire et du compte courant au prix de la réduction des investissements

24. Le déficit budgétaire de l'Afrique en 2016 a été le même qu'en 2015, représentant 5,9 % du produit intérieur brut (PIB). C'est le résultat de déficits stables en Algérie et en Éthiopie, d'un déficit réduit en Égypte et d'un déficit plus faible au Nigéria, contrebalançant l'aggravation du déficit budgétaire en Angola, au Kenya et en Afrique du Sud.

25. Largement causé par les faibles prix du pétrole et le recours accru aux réserves extérieures, le déficit budgétaire des pays exportateurs de pétrole s'est creusé, passant de 6,2 % en 2015 à 6,5 % du PIB en 2016. En revanche, celui des pays importateurs de pétrole s'est légèrement amélioré, passant de 5,6 % en 2015 à 5,5 % du PIB en 2016. Au niveau sous-régional, l'Afrique du Nord continue d'enregistrer le déficit budgétaire le plus important de la région, même s'il a légèrement reculé de 11,7 % du PIB en 2015 à 10,7 % en 2016.

26. Le déficit du compte courant du continent est resté stable en 2016, représentant 7,0 % du PIB, la stabilité ayant aussi été observée en Afrique du Nord, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest. En même temps, celui des pays exportateurs de pétrole s'est creusé, passant de 7,7 % du PIB en 2015 à 8,2 % en 2016. Il a été compensé par la diminution de celui des pays importateurs de pétrole, qui est passé de 6,3 % en 2015 à 6,1 % du PIB en 2016 et, pour les pays riches en minerais, de 8,8 % en 2015 à 8,5 % en 2016.

E. Politique monétaire restrictive dans la plupart des pays

27. La plupart des pays, y compris les puissances économiques comme le Nigéria et l'Égypte, ont poursuivi une politique monétaire restrictive pour juguler l'affaiblissement de leur monnaie et l'inflation importée qui en découle. Les banques centrales ont relevé leurs taux directeurs pour limiter les pressions inflationnistes causées par de fortes dépréciations monétaires (comme en Angola, en Égypte, entre autres) et la hausse des prix des denrées alimentaires occasionnée par la sécheresse (notamment en Éthiopie et dans certaines parties d'Afrique australe).

28. En revanche, des pays comme l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Maroc ont appliqué une politique monétaire souple pendant la période examinée. Le Maroc et le Kenya ont réduit leur taux d'intérêt, respectivement à 2,3 % et 10 %, profitant de pressions inflationnistes modérées pour continuer à stimuler la croissance et les activités économiques, alors que l'Algérie a ramené son taux d'escompte de 4,0 % à 3,5 %, pour la première fois depuis près d'une décennie, contrainte par des liquidités en baisse du fait des faibles cours du pétrole. La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont également poursuivi une politique monétaire souple, dans le prolongement de celle de la Banque centrale européenne, leur monnaie commune, le franc CFA, étant rattachée à l'euro.

F. Dépréciation continue des monnaies nationales sur fond de faibles cours des produits de base

29. La faiblesse persistante des prix des produits de base ces deux dernières années, le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis d'Amérique et les importants déficits budgétaires et du compte courant continuent d'exercer des pressions à la baisse sur les monnaies nationales, entraînant leur dépréciation dans la plupart des grandes économies africaines. L'Angola, l'Égypte et le Nigéria, par exemple, ont dévalué leur monnaie pour faire face à la forte demande de dollars des États-Unis, devant la diminution des réserves extérieures causée par la faiblesse persistante des prix des matières premières et du pétrole. Étant rattaché à l'euro, le franc CFA subit les fluctuations de l'euro par rapport au dollar. La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a maintenu, au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), son taux d'intérêt à 3,5 %, l'inflation étant contenue en dessous de l'objectif de 3 %. La différence de croissance entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne ainsi que la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis affaibliront l'euro, entraînant progressivement la dépréciation du franc CFA.

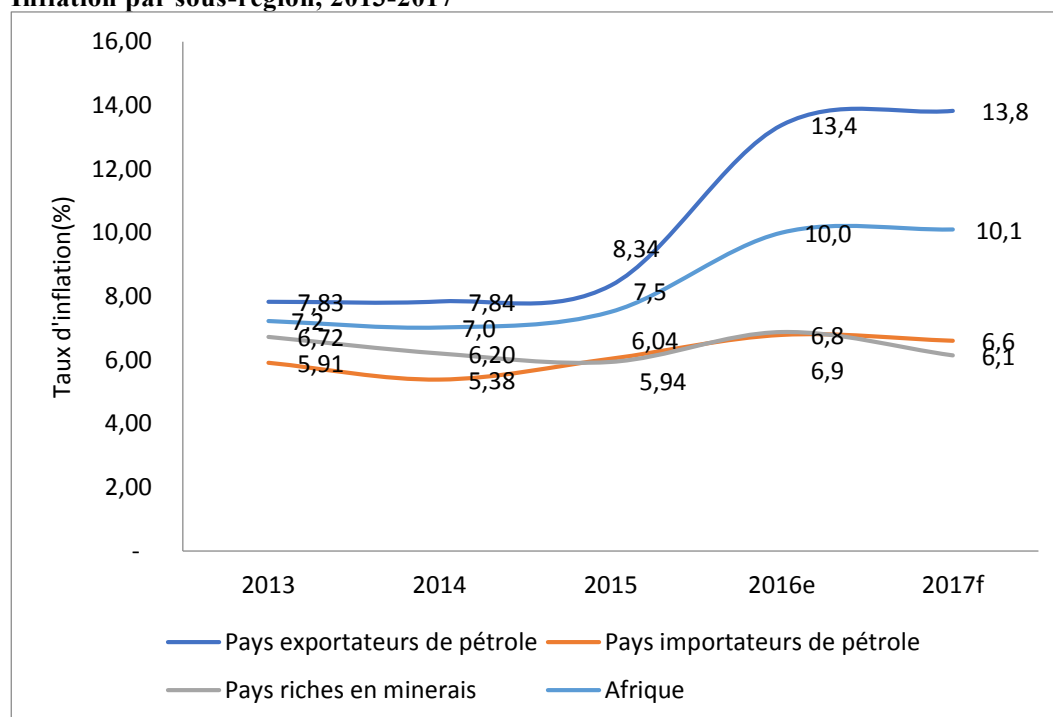
30. Le rand sud-africain a été instable en 2016, ne connaissant que quelques périodes d'appréciation, même si de manière générale il est resté sujet à la dépréciation en raison de l'incertitude caractérisant la politique intérieure et du resserrement de la politique monétaire aux États-Unis. À l'opposé, des pays comme l'Éthiopie ou le Ghana sont parvenus à n'effectuer qu'une faible dépréciation ou à maintenir la stabilité de leur monnaie, alors qu'au Kenya, le shilling s'est apprécié légèrement par rapport à son niveau en 2015, compte tenu de sa dépendance réduite vis-à-vis de certains produits d'exportation, parallèlement à une meilleure tenue des réserves extérieures.

G. Hausse de l'inflation malgré les faibles cours mondiaux des produits de base

31. L'inflation en Afrique a atteint 10 % en 2016, contre 7,5 % en 2015, et devrait se maintenir à 10,1 % en 2017 (figure 6). Les facteurs intérieurs de l'offre (effets de la sécheresse sur la production agricole), l'augmentation du prix de l'électricité et la dépréciation des monnaies ont entraîné l'accélération de l'inflation en 2016. L'inflation a été relativement forte dans les pays exportateurs de pétrole, ce qui dénote l'impact des faibles prix du pétrole causés par la dépréciation des monnaies, parallèlement à une hausse des tarifs réglementés de l'électricité qui exercent des pressions sur l'inflation dans certains pays, ainsi qu'à une forte hausse des prix des denrées alimentaires et d'autres formes d'énergie. La baisse des prix du pétrole a cependant apporté un peu de répit et le resserrement de la politique monétaire a sans doute atténué les pressions de la demande dans la plupart des pays.

Figure 6

Inflation par sous-région, 2013-2017



Source : Calculs de la CEA à partir de chiffres du DAES de l'ONU (2016)

Note : e = estimations, f = prévisions

H. Baisse continue des performances commerciales de l'Afrique

32. Depuis l'augmentation de 17,1 % enregistrée en 2011, le taux de croissance des exportations africaines s'est continuellement ralenti, chutant de

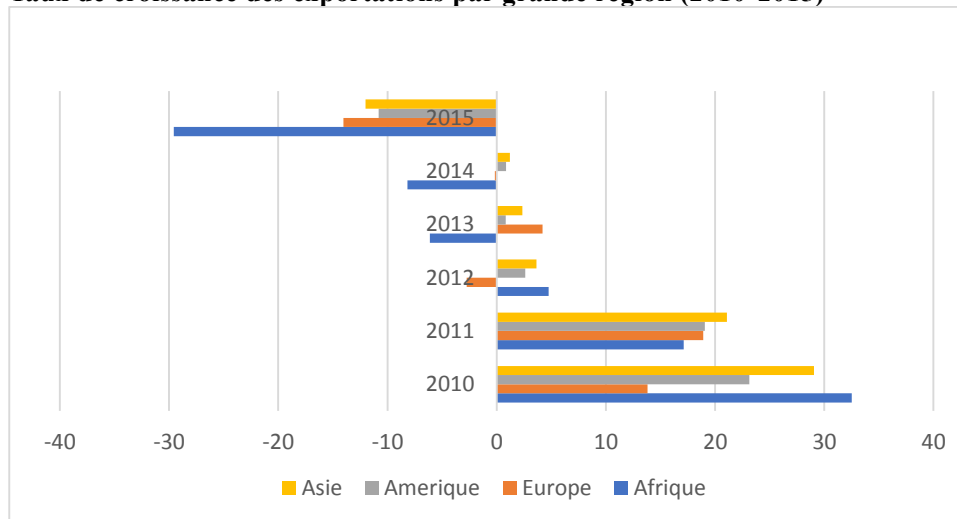
29,6 % en 2015 pour devenir le plus faible de toutes les régions (figure 7). Auparavant, à partir de 2010, on note un redressement vigoureux des exportations qui ont retrouvé le niveau atteint avant la crise de 2008, grâce, entre autres facteurs, à l'accroissement de la production agricole dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, à l'augmentation de l'investissement dans le secteur minier, notamment au Mozambique, au Niger, en Sierra Leone et en Zambie³, et à la demande chinoise accrue de produits de base, en particulier les métaux communs (FMI, 2015).

33. Les exportations africaines vers le reste du monde demeurent très peu diversifiées et largement dominées par les produits de base, en particulier le pétrole brut et le gaz. En effet, au cours de la période 2010-2015, elles étaient constituées à 55 % de combustibles, les produits manufacturés ne représentant que 18 %. Ces derniers continuent de dominer les importations africaines, composées essentiellement d'équipements lourds, d'automobiles et de produits chimiques. Les produits manufacturés constituent aussi la plus grande part du commerce intra-africain (43 % en moyenne de 2010 à 2015), même si au niveau mondial leur part est marginale, ne représentant que 16 %⁴.

34. Il convient de noter que si l'accent mis sur l'industrialisation de l'Afrique est principalement orienté vers le secteur manufacturier, la part de celui-ci dans les exportations manufacturières mondiales reste inférieure à 1 % et baisse doucement depuis 2010. La part du secteur dans le PIB du continent recule légèrement et régulièrement depuis 2010, en dépit de l'augmentation relative de sa production. D'où la nécessité d'une diversification stratégique des exportations de la région assortie d'une forte valeur ajoutée pour pouvoir bénéficier davantage des relations renforcées établies avec les marchés émergents, notamment d'Asie.

Figure 7

Taux de croissance des exportations par grande région (2010-2015)



Source : Calculs de la CEA à partir de chiffres de la CNUCED (2016)

I. Accroissement des entrées de capitaux étrangers

35. En dépit du ralentissement économique mondial, le flux net d'investissements directs étrangers est resté stable, représentant environ 2 % du PIB tant en 2015 qu'en 2016, en partie sous l'effet des fragilités économiques mondiales et du resserrement monétaire aux États-Unis. Les principales destinations de ces investissements ont été l'Afrique centrale (Cameroun,

³ Voir Chuhan-Pole (2015) et CNUCED (2015).

⁴ Calculs des auteurs à partir des chiffres de la CNUCED (2016).

Congo et Gabon), l'Afrique australe (Maurice, Mozambique et Namibie) et l'Afrique de l'Est (Djibouti, Seychelles et Ouganda). Les flux les plus importants sont allés à l'Afrique centrale (3,7 %), suivie de l'Afrique australe (2,8 %), de l'Afrique de l'Est (2,3 %), de l'Afrique du Nord (1,8 %) et de l'Afrique de l'Ouest (1,3 %).

36. Les données disponibles sur les investissements de portefeuille montrent qu'ils se sont détériorés, tombant à 5,3 milliards de dollars en 2014 contre 8,2 milliards l'année précédente. Cependant, l'Afrique du Sud, l'un des principaux bénéficiaires de ces investissements, enregistre un accroissement de 70 % en 2015 par rapport au niveau atteint en 2013 et en 2014. Au Nigéria, ces investissements ont diminué d'un tiers par rapport à 2014 (BAD, 2016).

37. L'aide publique au développement a été stable ces dernières années, se chiffrant à 54 milliards de dollars en 2014, puis 56 milliards en 2015 et 59 milliards en 2016. La dette totale est passée de 27,8 % du PIB en 2015 à 31,1 % du PIB en 2016 et devrait atteindre 32,4 % en 2017. La diminution des réserves internationales s'explique par le recul de la capacité de financement en Afrique du Nord et dans les pays exportateurs de pétrole.

38. Les envois de fonds vers les pays africains sont restés stables, représentant en moyenne 4,4 % du PIB en 2014 et 4,5 % sur la période 2011-2013. Le Lesotho a reçu en moyenne 39,7 % de son PIB sous forme de ces fonds sur la période 2000-2014. Quatre pays (Cabo Verde, Comores, Gambie et Libéria) ont reçu plus de 10 % de leur PIB sous forme d'envois de fonds sur la même période, alors que 15 autres ont reçu, en moyenne, moins de 1 %. Il convient de noter que l'on ne dispose pas, pour cette période, de données concernant cinq pays (Guinée équatoriale, Mauritanie, République centrafricaine, Somalie et Tchad), mais qui ont pu recevoir ensemble des envois de fonds importants (BAD, 2016).

IV. Perspectives de croissance à moyen terme : risques et incertitudes

39. Un certain nombre de risques internes et externes pourraient assombrir les perspectives à moyen terme de l'Afrique. Le ralentissement de l'économie mondiale, la décélération économique de la Chine, les résultats modestes de la zone euro (bien qu'ils s'améliorent), les faibles prix du pétrole, la dépréciation des principales monnaies africaines - qui, si elle peut être favorable aux exportations, soumettra probablement la stabilité monétaire aux pressions d'une inflation importée - sont des sujets de préoccupation pour le commerce à moyen terme. La reprise faible de l'économie mondiale pèse sur les résultats de l'Afrique dans les domaines du commerce, de l'investissement et des envois de fonds. En dépit de la hausse récente, les prix faibles du pétrole continueront de peser sur les pays exportateurs d'hydrocarbures, même si l'effet net peut s'avérer positif pour l'Afrique dans son ensemble.

40. Le Brexit peut entraîner le ralentissement de l'économie mondiale et avoir des répercussions sur l'Afrique dans les domaines du commerce et des finances. Les liens commerciaux entre l'Afrique et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pourraient se distendre puisque certains accords commerciaux devront être renégociés dans le cadre d'un processus très long. Il pourrait s'ensuivre une baisse de l'aide publique au développement fournie par le Royaume-Uni. La politique monétaire restrictive poursuivie par les États-Unis présente aussi un risque à moyen terme, celui de réorienter ces flux vers des marchés développés.

41. Les perturbations météorologiques font partie des risques régionaux, en particulier en Afrique de l'Est et en Afrique australe, et pourraient nuire à l'agriculture, qui reste le principal employeur, entraînant de mauvaises récoltes

et accentuant le risque d'inflation par la hausse des prix des denrées alimentaires. La sécheresse peut aussi nuire à la capacité de production d'énergie hydroélectrique, ce qui menacerait l'industrialisation verte en Afrique. La sécurité reste un problème dans certains pays, notamment l'Éthiopie, le Kenya, la Libye et la Tunisie, où le secteur touristique a été touché. Boko Haram en Afrique de l'Ouest, les Chabab en Afrique de l'Est et les troubles politiques dans certains pays pourraient perturber l'activité économique nationale et réduire l'investissement étranger.

V. Nécessité de lier changement structurel et développement social

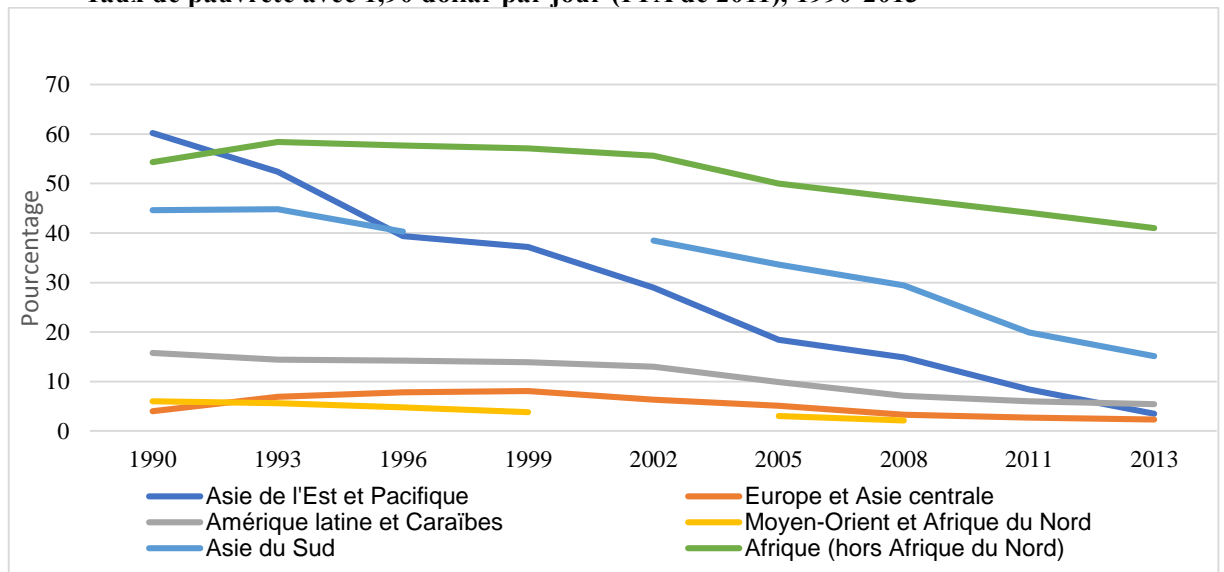
42. La forte croissance économique observée dans de nombreux pays africains ces dernières années n'a eu qu'un impact marginal sur la pauvreté et, en chiffres absolus, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté stagne au niveau enregistré en 2002.

A. Amélioration de quelques indicateurs

43. Le taux d'incidence de la pauvreté a augmenté, passant de 54,3 % en 1990 à 55,6 % en 2002, mais depuis lors, il a baissé de plus d'un quart, se situant à 41 % en 2013. Dans l'ensemble, la pauvreté a diminué beaucoup plus lentement en Afrique que dans les autres régions (figure 8).

Figure 8

Taux de pauvreté avec 1,90 dollar par jour (PPA de 2011), 1990-2013



Source : Banque mondiale (2016)

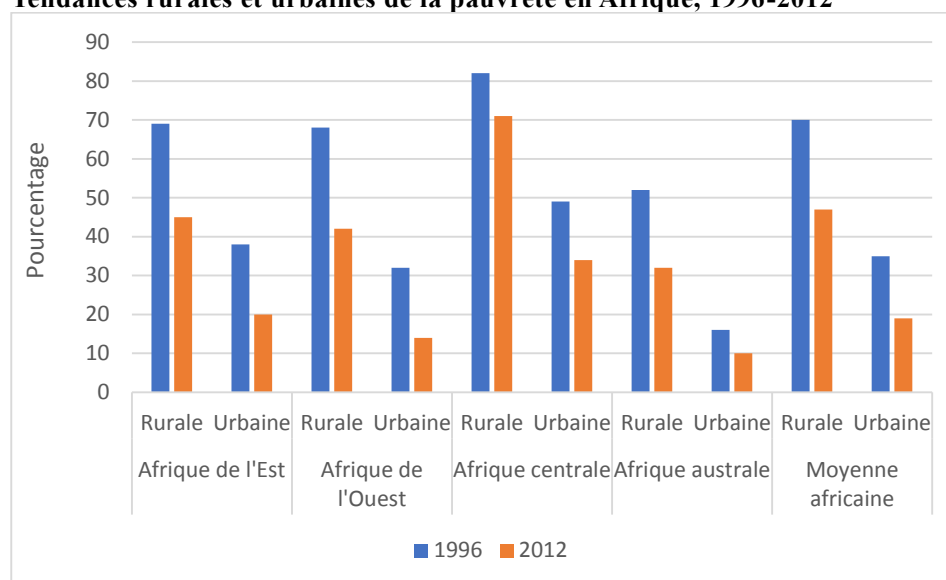
44. La pauvreté a reculé partout en Afrique et plus vite dans les zones urbaines que dans les zones rurales, sauf en Afrique australe où ce recul a été légèrement plus rapide en zone rurale sur la période 1996-2012 (figure 9).

45. Au cours de la période 1990-2002, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté de 42 % passant de 276 millions à 391 millions. Depuis 2002 cependant, la croissance économique semble avoir un effet positif (même s'il est lent), le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté restant constant aux alentours de 390 millions. Toutefois, le pourcentage des pauvres du monde vivant en Afrique, qui était inférieur à 15 % en 1990, est passé à plus de 50 % en 2013. Des facteurs tels que la rapidité de la croissance démographique, la transition démographique retardée, les fortes inégalités entre

zones rurales et zones urbaines ainsi que les inégalités de genre expliquent les effets limités de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté⁵.

Figure 9

Tendances rurales et urbaines de la pauvreté en Afrique, 1996-2012



Source : Adapté à partir des données de Beegle *et al.* (2016).

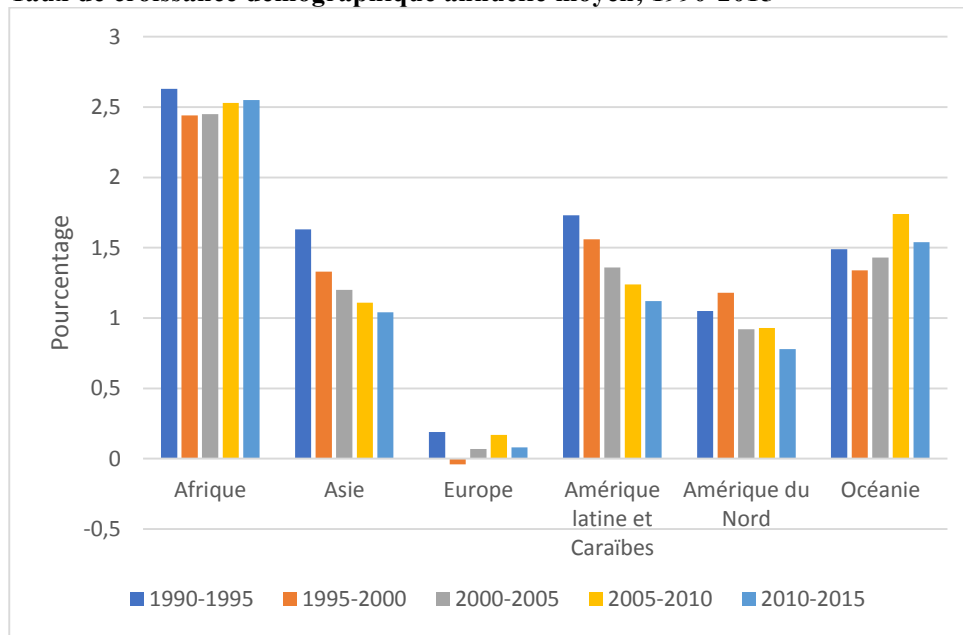
B. Tendances démographiques

46. Alors que l'on constate pratiquement partout dans le monde une baisse spectaculaire des taux de mortalité et de fécondité et, par conséquent, d'accroissement de la population, ces taux demeurent élevés en Afrique. De nombreux démographes parlent déjà de « point mort » de la transition démographique du continent, amorcée au milieu des années 90 (Bongaarts, 2008 ; Gladstone *et al.*, 2014).

47. La population africaine a crû à un taux moyen de 2,6 % par an au cours de la période 1990-2015, soit plus du double de la moyenne mondiale (CEA, 2016), alors que l'Asie et l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré une diminution rapide de la croissance annuelle de la population. Non seulement le taux d'accroissement démographique annuel du continent est le plus élevé du monde (figure 10), depuis 1995, mais il a même augmenté de façon marginale, passant de 2,4 % à 2,6 %.

⁵ La question est également examinée par Chandy (2015).

Figure 10
Taux de croissance démographique annuelle moyen, 1990-2015



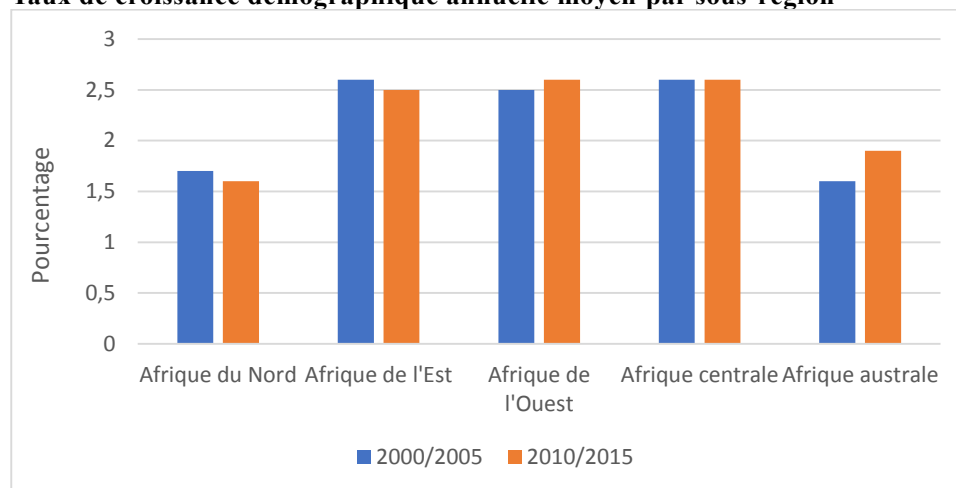
Source : DAES de l'ONU (2015).

48. Le taux de croissance démographique annuelle moyen masque d'importantes variations régionales ; il est élevé (supérieur à 2,5 %) dans trois sous-régions, croissant en Afrique australe et en baisse en Afrique du Nord (figure 11). En particulier, les populations de l'Angola, du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la Guinée équatoriale, de la Gambie, du Nigéria et de l'Ouganda ont augmenté de plus de 3 % par an. En revanche, dans les petits États insulaires comme Cabo Verde, Maurice ou les Seychelles, mais également au Lesotho, au Maroc et en Tunisie, la population a augmenté à un taux d'environ 1,0 % par an au cours de la période 2000-2015 (DAES de l'ONU, 2015a).

49. Même si le taux global d'accroissement de la population se ralentit, tel ne sera pas le cas en Afrique, compte tenu de la dynamique existante. L'évolution démographique projetée dans le temps s'analyse par les effets de la fécondité, de la mortalité, des migrations et de la dynamique⁶. En Afrique, la fécondité explique près des trois quarts de l'accroissement projeté d'ici à 2050 (DAES de l'ONU, 2013).

⁶ Les effets de la dynamique démographique sont conditionnés par la structure par âge de la population au point de départ de la projection. Dans les pays en transition démographique ayant une population jeune, la population continuera d'augmenter parce que le taux de natalité résultant du grand nombre de femmes de la cohorte en âge de procréer sera supérieur au taux de mortalité.

Figure 11
Taux de croissance démographique annuelle moyen par sous-région



Source : PNUD (2015).

50. Les taux de fécondité baissent en Afrique, mais pas assez rapidement, et l'écart entre les taux africains et ceux du reste du monde est important et, selon les prévisions, le restera. Le taux de fécondité total du continent a reculé, passant de 6 naissances par femme en 1990 à 4,4 naissances par femme en 2014 (Banque mondiale, 2016), mais il varie d'une sous-région à l'autre. Des 21 pays affichant les taux de fécondité les plus élevés au monde, c'est-à-dire supérieurs à cinq enfants par femme, 19 sont africains et regroupent près des deux tiers de la population de la région. Selon les projections, 14 des 15 pays aux taux de fécondité les plus élevés, en 2025-2030, seront africains (ODI, 2016).

51. Les grossesses précoces sont un facteur déterminant de la fécondité et de la forte croissance démographique dans la région. Elles réduisent considérablement les probabilités de voir les filles poursuivre leurs études et limitent leurs possibilités de formation et d'emploi. Même si la fécondité dans ce groupe d'âge a chuté dans la plupart des pays, l'Afrique a le taux de fécondité des adolescents le plus élevé au monde (nombre de naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans), à savoir 98 pour 1 000 femmes au cours de la période de 2010-2015, suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes : 67 pour 1 000 femmes (DAES de l'ONU, 2015b). À cela s'ajoute le plus faible taux brut de scolarisation des filles dans le secondaire, alors que la scolarisation ajourne les mariages et les grossesses. Les adolescentes courent beaucoup moins de risques de devenir mère lorsqu'elles fréquentent un établissement secondaire. La relation de cause à effet est aussi valable dans l'autre sens, et les adolescentes ont moins de chance de fréquenter un établissement scolaire lorsqu'elles deviennent mères.

C. Des disparités de genre relativement fortes existent entre pays africains

52. Réduire les disparités de genre et améliorer les chances offertes aux femmes sur le plan matériel peuvent entraîner d'importants gains de productivité et renforcer d'autres résultats de développement, notamment les perspectives ouvertes aux générations à venir. Les inégalités de genre sur le marché du travail se traduisent par des avantages perdus pour les individus, les ménages et la société. Cela a d'importantes répercussions économiques : les pertes annuelles attribuées aux disparités de genre dans la population active ont été évaluées à plus de 60 milliards de dollars pour le continent africain (Bandara, 2015). En dépit des progrès accomplis depuis 2000 sur plusieurs

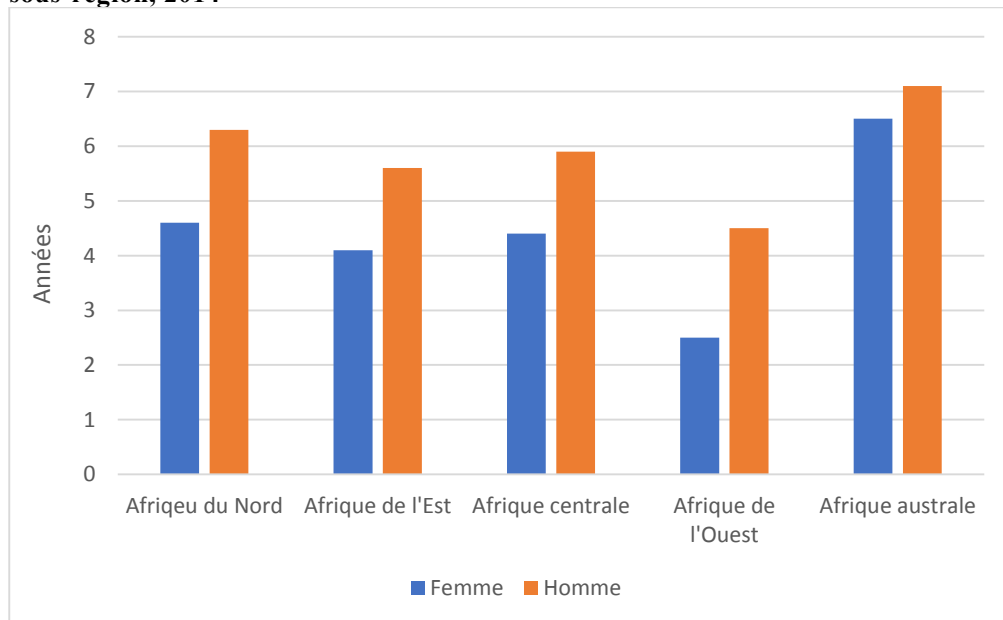
fronts, les gains ont été inégaux entre pays et entre sous-régions et les inégalités de genre demeurent un défi important au développement en Afrique.

53. Les disparités de genre se manifestent dans l'accès à l'éducation. En moyenne, les femmes reçoivent 4,3 années de scolarisation et les hommes 5,7 années. L'Afrique de l'Ouest affiche les pires résultats, les filles ayant en moyenne 2,5 années de scolarisation ou deux années de moins que les garçons (figure 12). La disparité dans la durée moyenne de scolarisation est de 1,4 année, même si en Algérie, en République démocratique du Congo, en Guinée équatoriale, au Libéria et au Togo, cette disparité varie de 3 à 3,3 années. Au Niger, les filles reçoivent en moyenne moins d'une année de scolarisation. Cela concorde avec le fait que, en République démocratique du Congo, au Niger et au Mali, plus de la moitié des filles âgées de 15 à 19 ans sont mariées (BAD, 2015), ce qui limite sérieusement leurs perspectives de carrière.

54. Les disparités de genre dans le domaine de l'éducation s'atténuent, mais les taux d'alphabétisation des femmes restent inférieurs à ceux des hommes. L'Afrique (hors Afrique du Nord) enregistre les taux d'alphabétisation des jeunes les plus faibles, et les garçons ont plus de chances que les filles de pouvoir lire et écrire. En dépit des progrès accomplis depuis 2000, le ratio d'alphabétisation femmes-hommes est de seulement 80:100, soit beaucoup moins que la moyenne mondiale qui est supérieure à 90:100 (BAD *et al.*, 2016). De tous les continents, l'Afrique est celui qui enregistre l'écart le plus important entre les taux d'alphabétisation des filles (75,3 %) et des garçons (81,5 %), ce qui signifie que ces derniers sont de 6,2 % mieux lotis. Les chiffres reflètent des disparités graves entre pays en matière d'accès à une éducation de base de qualité et à des possibilités d'alphabétisation.

Figure 12

Disparités de genre concernant la durée moyenne de scolarisation, par sous-région, 2014



Source : Calculs établis à partir des données du PNUD (2015).

D. L'Afrique devrait être majoritairement urbaine d'ici à 2050

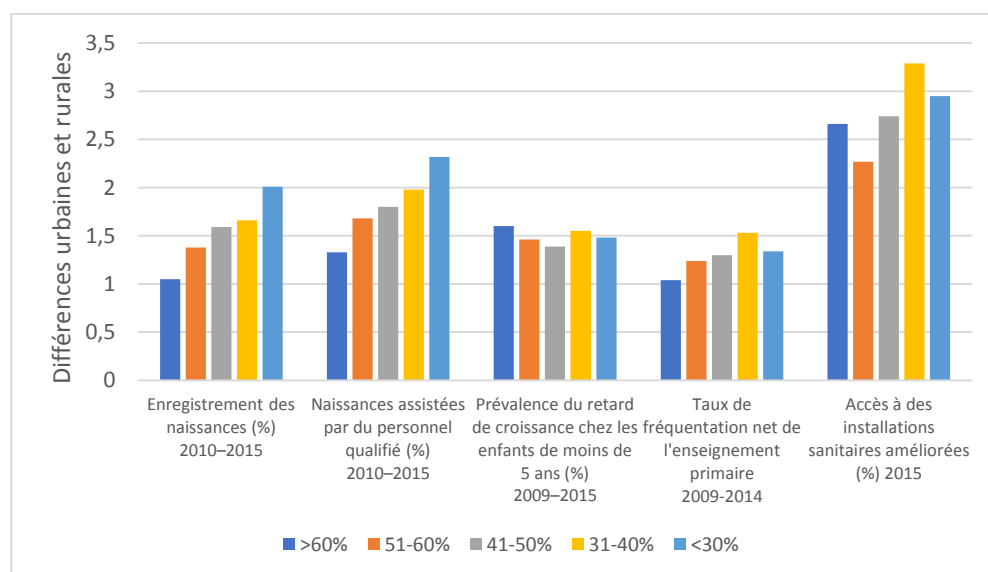
55. L'Afrique connaît l'urbanisation la plus rapide au monde, bien que la proportion de sa population urbaine soit la plus faible. Près de 60 % de la population africaine vit en zone rurale. On estime que d'ici 2025 plus de la moitié de la population vivra et travaillera dans les zones urbaines, alors que

cette proportion était de 14,5 % en 1950, de 28 % en 1980 et de 34 % en 1990. L'Afrique sera alors un continent majoritairement urbain (ONU-Habitat, 2014).

56. Le taux annuel moyen de la croissance urbaine sur la période 2010-2015 a été estimé à 3,6 %, soit bien plus que dans les autres régions (2,6 % en Chine, 1,6 % en Amérique latine et 0,4 % en Europe). Cependant, le rythme d'urbanisation n'est pas le même partout : il est plus rapide dans les pays les moins urbanisés.

57. L'urbanisation favorise les économies d'échelle et l'agglomération, qui, à leur tour, stimulent la croissance économique (Banque mondiale, 2009). Dans pratiquement tous les pays du monde, le niveau de vie moyen en zones urbaines est supérieur à celui des zones rurales. Cela reste la norme, quel que soit le niveau de revenu national, et se vérifie pendant tout le processus du développement, à mesure que les pays passent d'une économie majoritairement rurale et agricole à une économie plus urbanisée comprenant un secteur industriel et un secteur des services plus importants. En Afrique, l'écart entre les niveaux de vie des zones urbaines et des zones rurales varie considérablement d'un pays à l'autre, les écarts les plus importants étant observés dans les pays les moins urbanisés. Dans la plupart des pays, la consommation moyenne est deux à trois fois plus importante en zone urbaine qu'en zone rurale. Elle varie de 1,2 à Madagascar et en République-Unie de Tanzanie à plus de 2,8 en Ouganda et 3,5 au Burkina Faso. Dans l'ensemble, il y a une forte corrélation positive entre le ratio de la consommation urbaine-rurale et le PIB par habitant (Fritz *et al*, 2008).

Figure 13
Différences urbaines et rurales concernant plusieurs indicateurs par ampleur de l'urbanisation, 2010-2015



Source : Calculs établis à partir des données de l'UNICEF (2016).

58. Les différences entre zones rurales et zones urbaines s'estompent généralement grâce à l'urbanisation. Mais ce n'est guère le cas en matière d'accès à des sources améliorées d'eau potable, même dans les pays fortement urbanisés (figure 13). Dans les pays les moins urbanisés, où la population urbaine représente moins de 30 %, l'accès à ces sources améliorées dans les villes et les agglomérations est de 9 à 29 points de pourcentage meilleur qu'en zone rurale. Cependant, dans des pays fortement urbanisés comme le Congo et le Gabon, la différence est de 50 à 60 points de pourcentage, ce qui va à l'encontre de la tendance mondiale selon laquelle dans les pays fortement urbanisés il n'y a pratiquement aucune différence entre les zones urbaines et les zones rurales en matière d'accès aux services de base.

VI. Conclusion et incidences sur les politiques

59. La forte croissance que l'Afrique a enregistrée depuis l'an 2000 s'est nettement affaiblie, chutant à un taux de 1,7 %, le plus faible depuis le début du XXI^e siècle. Le ralentissement de l'économie mondiale et la faible croissance de la Chine, conjugués aux difficultés internes, ont provoqué l'instabilité économique dans les pays africains. La lenteur de la croissance mondiale signifie une demande réduite de biens et services africains et une diminution des flux de capitaux et des investissements, d'où la nécessité de politiques et stratégies de soutien de la croissance par un accroissement de la consommation, de l'investissement et du commerce.

60. L'évolution récente de l'économie mondiale démontre que la dépendance aux exportations de produits de base ne peut mener l'Afrique à une croissance durable. Il faut s'attaquer à l'instabilité des cours des produits de base par des politiques budgétaires anticycliques et des stratégies qui renforcent la transformation structurelle des économies africaines. Cette instabilité appelle également à l'amélioration du cadre (aussi bien réglementaire qu'opérationnel) des affaires et des programmes visant à attirer l'investissement étranger. La baisse tant de la demande mondiale que des cours des produits de base montre qu'il est nécessaire de diversifier les économies africaines et d'apporter de la valeur ajoutée aux produits de base grâce à une industrialisation axée sur ces produits, entraînant la transformation structurelle de ces économies. Il est communément admis que la diversification améliore la stabilité macroéconomique, réduit l'instabilité, établit une trajectoire de croissance plus fiable en libérant la production dans de nouveaux secteurs, et contribue à la réaffectation des ressources vers des activités plus productives.

61. Il y a lieu de construire l'infrastructure du continent, pour assurer un approvisionnement énergétique fiable et des réseaux de transport efficaces, accroître l'investissement dans la recherche-développement et stimuler considérablement ainsi la productivité en améliorant l'efficacité de la production, en assurant une croissance à long terme et en développant la compétitivité dans de nombreux pays africains.

62. L'affaiblissement des monnaies nationales, les écarts croissants des taux d'intérêt sur la dette souveraine et l'instabilité accrue des flux de capitaux en provenance des pays développés et émergents, conjugués à l'instabilité de l'environnement économique mondial actuel, entravent l'aptitude du continent à mobiliser des financements sur le marché international des capitaux. En conséquence, la nécessité de financer les déficits d'infrastructures (l'une des priorités du programme de transformation structurelle de l'Afrique) oblige les pays africains à rechercher des moyens novateurs de financement.

63. Les femmes ont bénéficié de la croissance en Afrique, quoique lentement. La forte mobilisation en faveur de l'éducation universelle au cours des 20 dernières années a permis de scolariser tous les enfants et de parvenir pratiquement à la parité dans l'enseignement primaire. En dépit de nombreux acquis, les inégalités de genre demeurent un défi au développement en Afrique. Les décideurs devraient combiner des programmes de développement à long terme, comme la fourniture d'infrastructures sociales ou l'amélioration du statut des femmes, avec des interventions à court terme comme la réalisation des besoins de planification familiale non satisfaits ou les campagnes de sensibilisation. Par ailleurs, l'urbanisation s'accroît en Afrique et, à l'inverse des tendances mondiales, les différences entre zones rurales et zones urbaines en matière de bien-être et de niveau de vie ne semblent pas se réduire. Investir dans le développement de relations économiques entre zones rurales et zones urbaines, notamment les chaînes de valeur de la transformation des produits agricoles et d'autres ressources naturelles, contribueront à faire en sorte que le développement urbain aille de pair avec le développement rural.

Références

Banque africaine de développement (2015). *Rapport sur le développement en Afrique 2015. Croissance, pauvreté et inégalités : lever les obstacles au développement durable*. Abidjan.

_____ (2016). Base de données des *Perspectives économiques en Afrique*. Disponible à l'adresse : <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/statistics>.

Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques et Programme des Nations Unies pour le développement (2016). *Perspectives économiques en Afrique 2016. Villes durables et transformation structurelle*. Abidjan.

Bandara, Amarakoon (2015). The economic cost of gender gaps in effective labor: Africa's missing growth reserve. *Feminist Economics*, vol. 21, No 2, 2015.

Beegle, Kathleen, *et al.* (2016). *Poverty in a Rising Africa*. Washington, Banque mondiale. Disponible à l'adresse: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22575>.

Bongaarts, John (2008). Fertility transitions in developing countries: progress or stagnation? *Studies in Family Planning*, vol. 39, No. 2, pp. 105-110.

Chandy, Laurence (2015). Why is the number of poor people in Africa increasing when Africa's economies are growing? Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2015/05/04/why-is-the-number-of-poor-people-in-africa-increasing-when-africas-economies-are-growing/>.

Chuhan-Pole, Punam (2015). Falling commodity prices: headwinds for sub-Saharan Africa? *Africa's Pulse 2015* (Avril), Washington, Banque mondiale. Disponible à l'adresse: <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/21736/9781464806155.pdf?sequence=5&isAllowed=y>.

Conference Board (2015). *Productivity Brief 2015. Global Productivity Growth Stuck in the Slow Lane with No Signs of Recovery in Sight*. Disponible à l'adresse : <https://www.conference-board.org/retrievefile.cfm?filename=the-conference-board-2015-productivity-brief.pdf&type=subsite>.

Commission économique pour l'Afrique (2016). *The Demographic Profile of African Countries*. Addis-Abeba. Disponible à l'adresse: http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/demographic_profile_rev_april_25.pdf.

Economist Intelligence Unit (2016). Data tool – Economist Intelligence Unit. Disponible à l'adresse : www.eiu.com.

Fritz, Verena, Roy Katayama et Kenneth Simler (2008). Breaking out of inequality traps: political economy considerations. *PREM Notes*; No. 125. Washington, Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11137>.

Goldstone, Jack, Andrey Korotayev et Julia Zinkina (2014). Fertility stall and social-demographic risks of humanitarian disasters in tropical Africa, and means of their prevention. Présentation au Congrès mondial de sociologie. Yokohama, 2014.

Organisation internationale du Travail (2016). *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2016*. Genève: International Labour Office. Disponible à l'adresse : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_443480.pdf.

Fonds monétaire international (2015) *Perspectives de l'économie mondiale – L'ajustement au repli des prix des produits de base*. Washington. Disponible à l'adresse: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/02/pdf/text.pdf>.

_____ (2016a). *Fiscal Monitor: Debt – Use It Wisely*. Washington. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fm/2016/02/pdf/fm1602.pdf>.

_____ (2016b). *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2016: Croissance mondiale: trop lente depuis trop longtemps*. World Economic and Financial Surveys series. Washington. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/01/pdf/c1.pdf>.

McMillan, Margaret, Dani Rodrik et Íñigo Verduzco-Gallo (2014). Globalization, structural change, and productivity growth, with an update on Africa. *World Development*, vol. 63 (C), pp. 11-32.

Overseas Development Institute (2016). *Child Poverty, Inequality and Demography: Why Sub-Saharan Africa Matters for the Sustainable Development Goals*. Londres. Disponible à l'adresse : <http://www.refworld.org/docid/57c440364.html>.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (2016). *La Situation des enfants dans le monde 2016: l'égalité des chances pour chaque enfant*. New York. Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF_SOWC_2016.pdf.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2015). *Key Statistics and Trends in International Trade*. Genève. Disponible à l'adresse : http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctab2015d1_en.pdf.

_____ (2016). UNCTADstat (plateforme de diffusion des données). Genève. Disponible à l'adresse: http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?IF_ActivePath=P,15912&sCS_ChosenLang=en.

Département des affaires économiques et sociales (2013). *Inequality Matters: Report on the World Social Situation 2013*. Numéro de vente: 13.IV.2. Disponible à l'adresse: <http://www.un.org/esa/socdev/documents/reports/InequalityMatters.pdf>.

_____ (2015). *World Population Prospects: The 2015 Revision, Key Findings and Advance Tables*. Working Paper No. ESA/P/WP.241. New York: Population Division, UNDESA. Disponible à l'adresse: https://esa.un.org/unpd/wpp/publications/files/key_findings_wpp_2015.pdf.

_____ (2016). *La situation et les perspectives de l'économie mondiale à la mi-2016*. Mise à jour de *La situation et les perspectives de l'économie mondiale 2016*. Numéro de vente : E.16.II.C.2.

Programme des Nations Unies pour le développement (2015). *Rapport sur le développement humain 2015: « Repenser le travail pour le développement humain »*. New York. Disponible à l'adresse : <http://report.hdr.undp.org/>.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (2014). Rapport sur l'état des villes en Afrique (2014): Réinventer la transition urbaine. Nairobi. Disponible à l'adresse: [http://www.gwp.org/Global/ToolBox/References/The%20State%20of%20African%20Cities%202014_Re-imagining%20sustainable%20urban%20transitions%20\(UN-Habitat,%202014\).pdf](http://www.gwp.org/Global/ToolBox/References/The%20State%20of%20African%20Cities%202014_Re-imagining%20sustainable%20urban%20transitions%20(UN-Habitat,%202014).pdf).

Banque mondiale (2009). *Rapport sur le développement dans le monde (2009): Restructuration de la géographie économique*. Washington. Disponible à l'adresse:

<http://documents.worldbank.org/curated/en/730971468139804495/pdf/437380REVISIED01BLIC1097808213760720.pdf>.

_____ (2016) Indicateurs du développement dans le monde. Washington.
Disponible à l'adresse : <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.